

D1. Generalités

339

Programme de réconciliation Nationale
et Réhabilitation et relance Socio-Econo-
mique.

DATE

B.P. 624 KIGALI

Monsieur le Ministre du Plan
KIGALI

OBJET : Transmission rapport sur
la revue à mi-parcours du
Programme de Réconciliation
Nationale et de Réhabilitation
et Relance Socio-Economique.

Monsieur le Ministre,

Suite à votre lettre n° 270/95/14.00
du 19 mai 1995 dont l'objet est ci-haut émarginé, j'ai l'honneur
de vous transmettre un rapport synthétique reprenant l'essentiel
de données recherchées.

Concernant les fiches de projets pour
les actions prioritaires à réaliser au cours du second semestre
1995, vous voudrez bien consulter le dossier MINESUPRES déjà
déposé à votre Département en annexe de ma lettre vous adressée
sous le n° 0440/09.02/01/03 du 29 mai 1995.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'expression de ma considération distinguée.

Dr. Joseph NSENGIMANA,

Ministre de l'Enseignement Supérieur, de
la Recherche Scientifique et de la Culture.

Tharcisse MUTAKA
Directeur de Cabinet



Copie pour information :

- Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
KIGALI
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président
et Ministre de la Défense Nationale
KIGALI
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre
KIGALI

RAPPORT PREPARATIF DE LA REVUE A MI-PAROURS DU PROGRAMME DE
RECONCILIATION NATIONALE ET DE REHABILITATION ET RELANCE
SOCIO-ECONOMIQUE

I. L'ADMINISTRATION CENTRALE

A. SITUATION ACTUELLE ET EVOLUTION RECENTE

Après l'installation du Gouvernement d'Union Nationale le 19/7/1994, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture était l'un des départements qui avaient été gravement touchés par les événements d'avril-juillet 1994.

Les bâtiments abritant les bureaux se trouvaient dans un état de destruction indescriptible, les mobiliers de bureaux, l'équipement technique et le charroi pillés ou détruits.

Au redémarrage, le Ministère a bénéficié d'une ligne de crédit de l'ordre de 20.000 \$ de la part de l'UNICEF, ce qui a permis la relance de quelques activités au niveau de l'administration centrale.

Quelques temps après, les bâtiments ont été réhabilités mais rien n'a été fait pour ce qui est du rééquipement du Ministère. Jusqu'à présent, le Ministère fonctionne sans ordinateurs, sans fax, sans stencileuses, sans meubles suffisants, sans photocopieurs, avec trois véhicules seulement sur un total de 12 dont il disposait avant avril 1994.

B. AIDE RECUE

Au niveau de l'administration centrale, le MINESUPRES a reçu 20.000 \$ de l'UNICEF pour la relance des activités, deux véhicules dont une voiture Suzuki-Vitara et une camionnette Toyota double-cabine 4 x 4 de la part de l'UNICEF toujours.

./...

C. BESOINS PRIORITAIRES POUR LE SECOND SEMESTRE

Les priorités au cours du second semestre, au niveau de l'administration centrale sont les suivantes :

1. Rééquipement des bureaux en mobiliers divers
2. Achat 4 ordinateurs + logiciels et imprimantes
3. Achat 1 fax
4. Achat 4 photocopieuses
5. Achat 4 stencileuses
6. Achat 6 véhicules
7. Achat 5 machines à écrire IBM avec mémoire
8. Achat 5 machines à écrire mécaniques
9. Rétablissement eau et réparation des installations sanitaires
10. Réparation téléphones
11. Formation (Recyclage) des agents de l'administration centrale

II. L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

A. SITUATION ACTUELLE ET EVOLUTION RECENTE

Le secteur de l'enseignement supérieur a été sérieusement touché par les événements qui ont secoué notre pays d'avril-juillet 1994. Des dégâts considérables ont été enregistrés au niveau des infrastructures et équipements du campus de Butare, de Ruhengeri, de la faculté de droit de Kigali, de l'Institut Supérieur d'Agriculture et d'Elevage de Busogo, sans oublier les différents établissements d'enseignement supérieur privés.

Même si les activités académiques ont pu reprendre au campus universitaire de Butare, ce dernier fonctionne dans un état de dénuement indicible. Cette institution a été endommagée dans son ensemble : portes défoncées, vitres fracassés, matériel de bureaux et technique volés, meubles pillés, équipement de laboratoires et la flotte motorisée emportés. Ce problème est par ailleurs commun à toutes les institutions d'enseignement supérieur tant publiques que privées.

B. AIDE RECUE

L'aide reçue dans ce cadre n'est qu'une goutte dans l'immense océan de besoins de l'enseignement supérieur. Néanmoins, les activités suivantes

./...

ont reçu le soutien des agences des Nations-Unies. Il s'agit notamment :

1. Du séminaire sur l'aide d'urgence et la reconstruction du système éducatif au Rwanda tenu du 7/8-11-1994, qui a bénéficié du financement de l'UNESCO dont le coût ne nous est pas connu, sa gestion ayant été unilatéralement tenue par l'UNESCO-PEER Kigali ;
2. De la Conférence sur la politique et planification de l'éducation au Rwanda tenue du 24-27/4/1995, avec le financement de l'UNESCO-Paris de l'ordre de 15.000 \$; (Une fois de plus la gestion de ce montant au niveau de l'UNESCO Kigali n'a pas été transparente).
3. Du fonds de contre-partie d'un montant de 325.000.000 FRW qui a permis le redémarrage des activités académiques à l'UNR. Butare en couvrant surtout "les salaires des professeurs et la bourse d'études pour les étudiants ;
4. De deux véhicules : une voiture Suzuki Vitara et une camionnette Toyota double-cabine 4 x 4 octroyés à l'UNR-BUTARE par le PNUD.

C. BESOINS PRIORITAIRES POUR LE SECOND SEMESTRE

Les priorités pour l'enseignement supérieur restent celles du premier semestre, car n'ayant pas été satisfaites. Elles sont constituées principalement par :

1. La réhabilitation et le rééquipement des institutions d'enseignement supérieur:

- réparation des bâtiments
- rétablissement eau, électricité
- équipement de bureaux et téléphone
- équipement service technique et imprimerie
- équipement résidences professeurs et étudiants
- équipement restaurant universitaire
- équipement laboratoires (appareil et produits)
- équipement Hôpital universitaire
- équipement station d'application
- équipement informatique
- renouvellement flotte motorisée.

N.B. : Cela vaut bien pour l'UNR que pour l'ISAE Busogo et les institutions d'enseignement supérieur privées qu'il faut soutenir pour qu'elles redémarrent.

- ##### 2. La disponibilisation du fonds nécessaire à l'appui et au fonctionnement des institutions d'enseignement supérieur. Ce fonds est plus qu'une nécessité d'autant plus que seule l'UNR Butare a redémarré, les autres se trouvent dans l'impossibilité de reprendre les activités académiques. Même l'UNR risque de fermer ses portes bientôt par manque de fonds. Le 1.400.000 \$ lui octroyé par la Hollande dans le cadre du TRUST FOUND ne l'obtient toujours pas alors que toutes les formalités étaient déjà faites ;

./...

3. Disponibilisation d'un fonds pour le visiting. Le Gouvernement Rwandais ayant opté pour le bilinguisme dans l'enseignement supérieur, celui-ci éprouve un besoin en personnel de l'ordre de 310 professeurs visiteurs pour suppléer aux professeurs permanents de l'UNR ;
4. Création d'un fonds spécial pour la formation des formateurs. Ce fonds permettra l'organisation des formations de courte et de moyenne durées sans oublier la formation doctorale et la création du 3ème cycle au niveau de l'UNR.

III. LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

A. SITUATION ACTUELLE ET EVOLUTION RECENTE

A la table ronde de Genève tenue en janvier 1995 sur le programme de réconciliation nationale et de réhabilitation, de relance socio-économique du Rwanda, pour tout le secteur de la recherche, le MINESUPRES n'a reçu que 600.000 \$ US.

Cette somme a été accordée uniquement dans le cadre de la réhabilitation de l'IRST et de son usine pilote. Néanmoins, il faut signifier que ce montant est très insuffisant et ne représente que 26 % de la somme totale prévue pour une réhabilitation complète de l'IRST pouvant lui remettre dans son état normal d'avant guerre (avril 1994).

Aujourd'hui, l'IRST fonctionne avec beaucoup de difficultés faute de moyens matériels et financiers nécessaires. Jusqu'à date, il a bénéficié d'aucune aide internationale provenant de la Table Ronde, des ONG ou Agences des Nations Unies.

Il a reçu quelques subventions du Gouvernement pour son fonctionnement minimum. Ce qui a permis de payer les salaires au personnel et d'acheter quelques matériels nécessaires tels que 3 véhicules et un groupe électrogène pour l'usine pilote.

Celle-ci manque d'équipements et de pièces de rechange pour son fonctionnement à un régime normal. Plusieurs appareils de mesure et d'analyse et des produits chimiques pour les laboratoires ont été détruits ou emportés pendant la guerre.

La plupart des chercheurs sont nouveaux dans la carrière de recherche et ont besoin des formations de perfectionnement. Leurs projets de recherche attendent des financements pour démarrer d'une façon effective. Il manque de moyens de déplacements pour les chercheurs dans leur investigation sur terrain.

./...

B. LES BESOINS PRIORITAIRES POUR LE SECOND SEMESTRE

Certains besoins non encore couverts par l'aide annoncée, figurent dans le projet de réhabilitation de l'IRST préparé et présenté au Secrétariat technique de suivi de la Table Ronde. D'autres besoins se sont ajoutés aux premiers par la suite à cause de leur importance pour la bonne coordination des travaux de recherche au niveau du MINESUPRES et le fonctionnement normal de l'IRST.

Ce sont notamment : Pour l'IRST :

- Achat de matériels, fournitures et équipements de bureau (ordinateurs, machines à écrire, photocopieuses,...) ;
- Achat de véhicules pour les centres de recherche pour leurs sorties sur terrain (une dizaine au moins) ;
- Réhabilitation des laboratoires (en appareils de mesure et en produits chimiques) ;
- Réhabilitation et extension de l'usine pilote ;
- Formations et stages de perfectionnement pour les chercheurs et les techniciens ;
- Achèvement des bâtiments du Centre d'Energie en construction ;
- Financement des projets de recherche présentés par les Centres.

Pour les services de coordination de la recherche au sein du MINESUPRES :

- Achat de matériels et équipements de bureaux : micro-ordinateur, 2 machines à écrire et une photocopieuse) ;
- Achat de 2 véhicules pour permettre aux agents de la DRST de se rendre sur terrain pour le suivi, l'évaluation du programme national de recherche et la promotion des travaux de recherche dans les établissements publics et privés ;
- Formation et perfectionnement du personnel de l'administration scientifique et technologique ;
- Appui technique et financement des projets de la DRST notamment : - la mise en place d'un plan national de la RST ;
- La mise en place et le fonctionnement d'un fonds national pour la promotion de la RST ;
- La mise en place d'un système de gestion informatisée des données en matière de RST ;
- Inventaire et modalités de reconstitution du potentiel scientifique et technologique (PST).

./...

IV. CULTURE ET ARTS

A. SITUATION ACTUELLE ET EVOLUTION RECENTE

La Direction de la Culture et des Arts a connu, suite à la guerre, des dégâts énormes tant en matériel qu'en ressources humaines. Les bureaux ont été saccagés et pillés, les équipements ont été détruits et ses agents ont été tués. Présentement une amélioration a été apportée notamment avec la réfection des bureaux malheureusement non encore équipés ainsi que l'affectation des nouvelles ressources humaines dans ce service. Le Musée National du Rwanda a redémarré ses activités le 26 juillet 1994 mais ses infrastructures sont dans un état lamentable : meubles et équipements pillés.

B. AIDE RECUE

L'aide attendue de la Table Ronde de Genève pour la promotion de la culture nationale d'un montant de 200.000 \$ US est insuffisante pour la réhabilitation du secteur de la culture après les tragiques événements qui ont secoué le Rwanda.

Dans le cadre de l'année 1995 proclamée par les Nations Unies "Année Internationale pour la Tolérance", le Groupe UNICEF-UNESCO à Kigali a débloqué un montant de 8770 \$ US pour la tenue à Kigali du 22 au 25 mai 1995 d'un séminaire sur la tolérance au Rwanda.

C. BESOINS PRIORITAIRES POUR LE SECOND SEMESTRE

Les besoins identifiés comme prioritaires sont :

1. Pour le Musée National du Rwanda :

- La réhabilitation de ses infrastructures et leur rééquipement estimés à ± 18.600.000 FRW.

2. Pour la Direction de la Culture et des Arts :

Etant donné de nombreux projets élaborés et qui revêtent une importance capitale pour notre pays, des fonds et des moyens doivent être débloqués. En effet dans le cadre de la revalorisation de la culture rwandaise pour une réconciliation nationale, des projets suivants sont jugés prioritaires et urgents :

./...

- Musée du génocide et autres massacres ;
- Programmes 1995 : Année des Nations Unies pour la Tolérance ;
- Centre d'éducation pour la paix et la démocratie ;
- Collecte de la tradition orale, recensement et réhabilitation des sites et monuments historiques ;
- Formation des animateurs culturels ;
- Promotion de l'édition et du droit d'auteur ;
- Concours littéraires et artistiques ;
- Théâtre et spectacles multiformes.

La réalisation de ces projets reste conditionnée par l'obtention de :

- 1 camionnette double cabine,
- un système vidéo et du matériel de filmage et d'enregistrement,
- 2 machines IBM à écrire avec mémoire,
- du matériel et fournitures de bureaux ;
- 2 microordinateurs avec imprimantes.

3. Pour les Archives Nationales les besoins prioritaires sont les suivants :

1. Organisation d'un séminaire des responsables du courrier et archives (Ministères, Préfectures et Agents des Archives Nationales) sur la conservation et la gestion des documents.
2. Collecte des documents à l'intérieur et à l'extérieur du pays.
3. Formation des agents des Archives Nationales.
4. Constitution d'un fonds documentaire pour faciliter la reconstitution des documents importants.
5. Achat une photocopieuse.
6. Achat une stencileuse.
7. Achat un lecteur reproducteur de microfilms.
8. Achat un ordinateur + imprimante et logiciels.
9. Achat une machine à écrire IBM.
10. Achat une machine à écrire mécanique.
11. Achat une machine à reliure.
12. Achat un autoclave.
13. Achat une caméra statique.
14. Achat des 10 lampes de wood.
15. Equipement et mobiliers de bureaux.
16. Une camionnette double-cabine 4 x 4
17. Location ou construction d'un immeuble devant abriter les Services des Archives Nationales.

./...

V. LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE

Complètement consumée lors des combats d'avril-juillet 1994, elle loge actuellement dans un abri d'emprunt et non approprié.

Les priorités pour ce second semestre 1995 sont :

- Attribution - à défaut construction - d'un bâtiment propre et approprié.
- Attribution d'une dotation suffisante pour achat d'équipement, ouvrages et abonnement aux revues (Mobiliers, machines, appareils divers, etc.).
- Octroi des stages de formation.
- Achat d'un véhicule : Jeep Land Cruiser 4 x 4 long chassis.

Nous rappelons que cette institution ne figure pas dans le communiqué final de la Conférence de la Table Ronde tenue à Genève en janvier dernier. Toujours, quelque chose devrait être fait en sa faveur puisque jusqu'ici aucune action gouvernementale concrète n'a été menée à son bénéfice.

VI. BESOINS NON COUVERTS PAR L'AIDE ENGAGEE OU ANNONCEE

Dans l'ensemble les besoins du MINESUPRES restent non couverts par l'aide, car jusqu'à présent ce département et les institutions de son ressort ont du mal à redémarrer convenablement leurs activités.

Notons aussi que les projets retenus par la Table Ronde représentent une infime partie de l'ensemble des projets actuellement disponibles au MINESUPRES et sont dans la presque quasi totalité relatifs aux institutions sous tutelle du MINESUPRES alors que ceux relatifs aux domaines de sa compétence n'ont pas été considérés, en particulier les projets du secteur de la culture et de la recherche scientifique.

Par ailleurs les projets retenus par la Table Ronde, ont reçu, pour la plupart de cas une enveloppe insignifiante au regard de leurs contenus réels. C'est ainsi que les budgets élaborés pour ces projets dépassent de loin les prévisions de la Table Ronde. Pour ces projets comme pour d'autres n'ayant pas été retenus par la Table Ronde mais dont l'exécution s'impose comme une nécessité, doivent trouver un financement même en marge de la Conférence de la Table Ronde.

./...

C O N C L U S I O N S

Eu égard de ce qui précède, nous pouvons affirmer sans risquer de nous tromper que le MINESUPRES n'attire pas l'intérêt des bailleurs de fonds et pourtant ayant un grand rôle à jouer dans la réconciliation nationale, la recherche de développement technique et appliquée, sans oublier la reconstitution des ressources humaines nécessaires pour un développement intégré et harmonieux du pays.

L'attitude de certains organismes onisiens et ONG de pouvoir gérer l'aide nous accordée de façon unilatérale et non transparente, ne nous permet pas d'apprécier à juste titre l'importance de leurs actions de soutien.

En dernier lieu, il est à déplorer le manque de coordination dans l'attribution de l'aide allouée aux Ministères sociaux. Certains Ministères traitent directement avec les bailleurs de fonds, ce qui justifie l'affluence de financement vers certains Ministères et la paupérisation constante des autres, surtout le MINESUPRES.

Il est grand temps que le premier Ministère et le Ministère du Plan prennent leurs responsabilités de coordonner l'aide internationale en faveur du Rwanda. La retribution équitable (selon les besoins de chaque Ministère) permettra à chaque département de relancer ses activités.

Il est souhaitable que les Ministères entrent en contact avec les bailleurs de fonds uniquement pour les conseils pratiques concernant la meilleure présentation de fiches des projets, l'obtention du financement et la signature des conventions restant des opérations exclusivement réservées entre le Ministère du Plan et les Bailleurs de fonds.